

**Nations unies - Corée du Nord -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 29 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens d'abord à remercier Jeffrey Feltman pour sa présentation et à vous remercier, Monsieur le Président, pour votre action à la tête du Comité 1718 sur la Corée du Nord, ainsi que pour votre dynamisme exemplaire et celui de votre équipe sur ce dossier cette année. Je remercie également les États-Unis, le Japon et la République de Corée pour avoir demandé la tenue de cette réunion à la suite de l'annonce d'un tir de missile balistique par la Corée du Nord. La France, par la voix du président de la République, M. Emmanuel Macron, l'a condamné dans les termes les plus fermes. Et je voudrais renouveler ici, comme l'a fait notre ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, toute la solidarité de la France avec le Japon et la Corée du Sud, qui sont en première ligne face à cette menace.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de revenir sur les trois exigences qui guident l'action de la France sur cette question cruciale.

La première exigence, c'est l'exigence de lucidité face à l'évolution de la menace.

Ne nous y trompons pas en effet : après les tirs balistiques intercontinentaux de cet été, puis l'essai nucléaire d'une ampleur inégalée du 3 septembre, la menace a changé de dimension, voire de nature : de régionale, elle est devenue mondiale ; de virtuelle, elle est devenue immédiate. Bref, elle est désormais d'une gravité sans précédent. Cette menace nous concerne tous, car elle pèse sur nous tous.

Après le nouveau tir de missile balistique intercontinental effectué hier, la Corée du Nord a repris sa course irresponsable vers l'escalade. Cette nouvelle provocation nord-coréenne nous rappelle, surtout, combien la donne a dangereusement évolué. Les progrès accomplis, de manière méthodique, à la fois dans le domaine des capacités nucléaires et dans celui des capacités balistiques - dont ce tir est une nouvelle illustration - ont conduit à cette menace sans précédent que j'évoquais à l'instant. Par l'accumulation de provocations de plus en plus offensives, la Corée du Nord n'a cessé de menacer la paix et la sécurité régionale et internationale.

La deuxième exigence, qui est notre priorité centrale aujourd'hui, c'est donc l'exigence de fermeté.

Face à la fuite en avant irresponsable du régime, au mépris de ses obligations internationales, il est plus que jamais nécessaire d'agir rapidement, à l'unisson et avec détermination. Il est essentiel de réagir à cette attaque en règle contre la paix et la sécurité et contre le système de droit sur lequel elle repose.

Soyons clairs en effet : à travers le programme nucléaire et balistique nord-coréen, c'est le régime international de non-prolifération nucléaire lui-même qui est mis à l'épreuve. C'est dire combien la faiblesse ou l'inaction n'est pas une option.

Dans ce contexte, la priorité est bien d'exercer une pression maximale sur le régime nord-coréen, à travers une bonne articulation entre deux axes d'action :

Le premier axe, indispensable, c'est de renforcer et d'accélérer la mise en oeuvre stricte et intégrale des sanctions existantes. Il reste une marge d'action importante en ce sens. L'action du Comité 1718, appuyé par le panel d'experts, et dont votre rapport très éclairant rend compte, est à cet égard essentielle. Nous nous félicitons notamment des indications sur le nombre croissant de rapports nationaux de mise en oeuvre et des travaux en cours pour concrétiser les sanctions. Nous devons poursuivre ces efforts, et les intensifier. Nous devons également rester particulièrement vigilants face aux méthodes de contournement des sanctions, en adaptation constante par la Corée du Nord : face à son inventivité, soyons inventifs au carré !

Mais l'aggravation rapide de la menace nous impose d'aller plus loin. C'est pourquoi la France est favorable à un renforcement des sanctions. Et nous savons que seules des sanctions fortes sont de nature à influencer la stratégie du régime nord-coréen. La France est donc prête à travailler sans délai, en ce sens, avec l'ensemble de ces partenaires du conseil de sécurité.

L'Union européenne contribue également à ces efforts. Elle a ainsi adopté le mois dernier de nouvelles mesures autonomes, au-delà de la transposition des sanctions des Nations unies.

Monsieur le Président,

La réaction unie et ferme que la France appelle de ses vœux, vise un double objectif : d'une part, réagir à l'attitude injustifiable de Pyongyang et éviter tout signal d'impunité vis-à-vis de la violation flagrante de nos propres décisions ; mais aussi, d'autre part, comme je l'ai dit, maximiser la pression sur le régime nord-coréen pour le ramener à ses obligations - et à la raison.

Dans ce contexte, la troisième exigence, logiquement et chronologiquement, c'est l'exigence de la diplomatie, à laquelle seule la fermeté peut permettre d'ouvrir la voie.

La conviction de la France, en effet, Monsieur le Président, c'est que la fermeté maximale aujourd'hui sous la forme d'un renforcement des sanctions est notre meilleur levier pour promouvoir un règlement politique demain. À l'inverse, tout ce qui serait perçu par le régime nord-coréen comme un aveu de faiblesse, ou l'expression de divisions entre nous, l'encouragerait à poursuivre ses provocations et accentuerait objectivement le risque d'une montée aux extrêmes. Pour le dire simplement, la grande fermeté à laquelle la France appelle ce conseil est donc notre meilleur antidote face au risque de guerre et notre meilleure chance d'ouvrir la voie à une solution politique, laquelle solution doit être fondée sur la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

Nous ne fermons donc pas la porte au dialogue, et nous ne l'avons jamais fermée. C'est le régime nord-coréen qui s'obstine, par son attitude irresponsable et inacceptable, à le rejeter. Et tant que la Corée du Nord restera sourde à nos injonctions et ne cessera, de provocations en provocations, à accentuer ses menaces, nous n'aurons pas d'autre choix que d'accroître, en réponse, la pression. C'est l'unique solution pour ramener la Corée du Nord à la table des négociations et ouvrir la voie à la nécessaire issue politique et diplomatique que nous recherchons.

Monsieur le Président,

Telles sont pour la France les trois exigences complémentaires qui doivent nous guider: la lucidité sur la gravité sans précédent de la menace, la fermeté maximale pour y répondre, et la diplomatie comme horizon, au service d'une solution politique pour résoudre la crise nucléaire nord-coréenne.

Alors que notre sécurité à tous est en jeu, et avec elle l'avenir de l'ensemble du régime de non-prolifération qui en constitue la colonne vertébrale, la France invite l'ensemble des acteurs concernés à suivre ensemble ce chemin exigeant.

Je vous remercie./.